

l'immense supériorité du nombre des ennemis : la bataille de Vittoria fut glorieuse pour nos armes, et la perte presque égale des deux côtés. Mais l'imprévoyance et l'inhabileté du chef, qui ne savait ni commander ni abdiquer le commandement, l'absence de toute précaution pour assurer la retraite, l'amoncellement des immenses bagages de cette royauté fugitive, changèrent un revers, facile à réparer peut être, en un désastre qui nous enlevait l'Espagne sans retour.

Cent cinquante pièces de canon, quatre cents caissons, tout le matériel de l'armée, ainsi que les bagages, furent la proie de l'ennemi. L'armée se précipita confusément sur la route de Tolosa, où l'illustre général Foy arrêta les vainqueurs, à la tête de seize mille hommes.

A la nouvelle de ce fatal événement, qui plaçait tout à coup la France entre deux invasions, Napoléon ordonna au maréchal Soult de voler défendre les barrières méridionales de la patrie : " Je vous ai nommé, disait l'ordre dicté par l'Empereur, mon lieutenant général commandant mes armées en Espagne et sur les Pyrénées."

Le 12 juillet, le maréchal était à Bayonne ; il organisa l'armée et la divisa en trois corps sous les ordres des généraux Reille, Drouet d'Erlon et Clausel ; cette armée s'élevait à soixante mille hommes. L'armée anglaise occupait la Basse-Navarre, et couvrait les sièges de Pampelune et de Saint-Sébastien ; mais lorsqu'il apprit l'arrivée du duc de Dalmatie, dont il connaissait l'habileté, Wellington reprit son système de circonspection accoutumée.

En Italie, la présence du vice-roi, qui formait trois corps d'armée sur l'Adige, le dévouement des Italiens, profondément convaincus que leur destinée repose tout entière sur le succès de Napoléon, inspirent de la sécurité. A Munich, un allié loyal et fidèle va porter son armée à quarante mille hommes. Ainsi donc, bientôt s'ouvrira une seconde campagne.

En Espagne, le maréchal Suchet doit hâter sa retraite vers les Pyrénées, et laisser quelques garnisons sur la route de Barcelone. Quant au maréchal Soult, il est chargé de commencer de vigoureuses opérations pour arrêter Wellington. Elles seront appuyées par trente mille hommes que l'Empereur a demandés aux départements du Midi.

Les garnisons assiégées reçoivent l'avis de la reprise

des hostilités, on leur fait espérer des secours. Napoléon visite en cinq jours les places de l'Elbe, ensuite il va reconnaître dans la Basse-Lusace les positions importantes de Luckau et de Luben.

(à suivre)



Retirez ce portrait ; c'est montrer trop tôt à mon fils un champ de bataille.

#### NOTA

Par une erreur de mise en page, la partie anecdotique de l'histoire de Napoléon, dans le fascicule de la semaine dernière, a été mal disposée. Les titres, dans les pages 496 et 497, doivent se lire dans l'ordre suivant :

*Une pluie mortelle. Quelle fatalité. Où y a-t-il des gens à talent. J'en ai vu bien d'autres. Ce sont autant d'espions.*

#### POINT DE TRAITÉ, MAIS DE LA MITRAILLE !

Avant de rien entreprendre de décisif contre l'Angleterre, l'Empereur assembla aux Tuileries un conseil privé auquel assistèrent les ministres, l'archi-chancelier, Talleyrand, le président du Sénat et quelques grands dignitaires de l'Empire. Après leur avoir exposé lui-même ce qu'il appelait son état de situation, il termine en disant :

— Je pose la question suivante : " Dans les circonstances où nous nous trouvons, me conseillez-vous de négocier pour la paix ou de faire de nouveaux efforts pour continuer la guerre ? "

Comme personne ne se hâta de répondre, il demanda avec vivacité à l'archi-chancelier, assis près de lui :

— Voyons, Cambacérés, quelle est votre opinion ?

— La paix, Sire, la paix, parce que je crois...

— La paix ! la paix !... interrompit Napoléon sans lui donner le temps d'achever sa phrase. A vous entendre, il semblerait que vous ayez peur que je vous donne à commander le seul escadron de cuirassiers qui me reste encore. N'ayez pas cette crainte : je sais que vous n'êtes pas fort sur vos écriers.

Puis s'adressant à Talleyrand, placé à l'extrémité de la table, il lui demanda son opinion. Mais, soit que le prudent diplomate ne voulût pas la faire connaître à tout le monde, soit qu'il eût un autre motif, il fit une réponse évasive.

— Je ne comprends pas, dit l'Empereur.

— Eh bien ! Sire, répliqua Talleyrand, il faut négocier.

Alors, passant au duc de Feltre, l'Empereur lui demanda son opinion. Le ministre de la guerre parut réfléchir un moment, puis répondit d'une voix ferme :

— Sire, je regarderais Votre Majesté comme déshonorée, si elle consentait à l'abandon d'un seul village réuni à l'Empire Français par un sénatus-consulte.

— Voilà qui est clair ! s'écria Napoléon en lançant un coup d'œil sardonique à Talleyrand ; puis il reprit aussitôt en s'adressant à Clarke : Alors que faut-il faire ?

— Sire, armer toute la France.

— A la bonne heure ? s'écria l'Empereur de nouveau en faisant un bond sur sa chaise ; ceci s'appelle parler ?

Cependant un membre du conseil se hasarda à prononcer le mot de traité...

— Point de traité ! reprit Napoléon d'une voix tonnante : mais de la mitraille !